

ABDERRAHMANE BELAYAT NE RENONCE PAS :**«Le parti, c'est nous, pas cet imposteur de Saâdani !»**

Les «redresseurs» du Front de libération nationale n'abdiquent toujours pas. Ils reviennent à la charge, en ce début 2016, avec les mêmes revendications : l'annulation de la session du comité central du 29 septembre 2013 et du 10^e congrès de fin mai 2015 ; bref, ils ne reconnaissent pas Ammar Saâdani, son intronisation, ses décisions ainsi que toutes les structures ayant vu le jour sous son règne.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Le FLN, c'est nous. Ce n'est pas cet imposteur de Ammar Saâdani ! Et nous parlerons toujours au nom du FLN», dira, tout simplement, le chef de file des opposants à Saâdani, Abderrahmane Belayat.

C'était hier vendredi, à l'occasion d'une réunion «d'évaluation», tenue au niveau du nouveau siège du mouvement, désormais basé au quartier les Sources à Kouba, à un jet de pierre du ministère de la Communication. Dans une longue intervention, l'ancien ministre et l'un des plus vieux «dinosaures» du FLN, Abderrahmane Belayat, revient en détails sur l'affaire, depuis le retrait de confiance à Belkhadem, jusqu'à l'avènement de Ammar Saâdani. «Il prétend que le Président Bouteflika est avec lui. Non, il ne le soutient pas ! Je sais qu'il ne le soutient pas. Sinon, il l'aurait reconduit en 2007 et en 2012 (à la tête de l'APN, ndlr). Pour Belayat, «la force de cet individu ne vient pas du Président mais de ceux qu'il a bernés. De ceux à qui il fait accroire qu'il a de solides soutiens. Il leur a promis plein de choses. Mais progressivement, il est démenti par les faits. Il n'a ni placé des ministres, ni des sénateurs, ni il a été désigné président du Sénat, etc.» Pas du tout tendre avec l'actuel SG du FLN, Belayat multipliera les «dériver de cet individu». «Comment est-ce possible, pour un parti qui prétend diriger le pays, un parti dont le président est le président de la République en personne, que ce parti-là, donc, ouvre des polémiques avec tout le monde ? Il se permettra même l'insolence de polémiquer avec le président de la République sur l'article 51 de la Constitution !» Aussi, cet homme se permet même de défier l'Etat et le ministère de l'Intérieur notamment, précisera encore Belayat. «Quel 10^e congrès ? Il est factice ! Même la direction qui en est issue est inconnue, y compris par le ministère de l'Intérieur ! Personne n'a la liste des membres du comité

central. Il paraît qu'on en est à 504 membres mais qui, tous, ne comptent que pour du beurre. Cet individu décide seul et sur tout.» Plus grave encore, Belayat dit craindre que tout est fait dans l'objectif d'enterrer définitivement le parti. «Regardez par exemple ce qui s'était passé lors des dernières sénatoriales : tout était fait, par cet individu, pour donner une image dégoûtante du FLN.»



Abderrahmane Belayat.

N'empêche, ajoutera le chef des redresseurs, «nous ne nous laisserons pas faire ! Nous sommes

des militants. Et le militantisme, c'est la lutte. Nous nous battons jusqu'au bout. Jusqu'au départ

de ce squatteur». Comment ? «Nous saisissons les autorités et la justice.

N'oubliez pas que la décision du Conseil d'Etat est toujours de mise. Le Conseil d'Etat n'a jamais remis en question sa décision annulant la session du 29 août 2013.» Pour Belayat, qui n'est certainement pas dupe, et qui n'ignore pas que Saâdani n'aurait jamais réussi à s'imposer à la tête du FLN sans Bouteflika et l'administration, considère, en fait, cette décision, jamais appliquée, du Conseil d'Etat, comme une épée de Damoclès qui pourrait à tout moment s'abattre sur le SG contesté...

K. A.

YOUCEF TAÂZIBT, DÉPUTÉ ET MEMBRE DE LA DIRECTION DU PT, À PARTIR DE DRAÂ-BEN KHEDDA :**«Le lobby mafieux a pris les commandes du pays»**

La très fournie actualité qui agite le pays dans tous les sens et celle dans laquelle le Parti des travailleurs est directement concerné ont été passées en revue, hier, lors d'une rencontre animée par Youcef Taâzibt, député et membre de la direction du PT, avec la population de Draâ-Ben-Khedda au centre culturel de la ville.

Le flou total, comme le dit le député du PT, n'empêche pas Louisa Hanoune et ses amis de faire une lecture claire et d'avoir les idées bien tranchées sur tout ce qui secoue le pays. Le mal, ou les maux, que l'Algérie endure, elle les doit à «l'Etat parallèle», cet ennemi de l'intérieur qui vient en appoint aux puissances étrangères qui ne nous veulent pas du bien, si l'on doit suivre l'ana-

lyse de Youcef Taâzibt. A l'instar de Hanoune, le député tombera à bras raccourcis sur Ali Haddad, qu'il nommera plusieurs fois, et ses alliés qui ne font, en fait, que recueillir les dividendes du retour sur investissement qu'ils ont consenti au candidat Bouteflika lors de la campagne pour la présidentielle de 2014. C'est à partir de ce moment qu'est apparue ce qu'il appellera la «caste d'hommes d'affaires» pour constituer aujourd'hui «un danger pour le pays, plus grave encore que le danger extérieur». Plus virulent encore, Taâzibt estime que l'Etat a été fragilisé et désormais «c'est le lobby mafieux qui a pris les commandes» et cela s'est clairement manifesté lors du processus ayant abouti à la promulgation de la loi de finances de cette année, loi toute faite pour semer le désespoir.

Usant de formules du genre choc, Youcef Taâzibt s'en ira, dans une longue diatribe, étayer ses dires d'exemples frappants sur la prise de

pouvoir des hommes d'affaires. Une suite d'événements qui fait dire à l'élus à l'APN qu'il se prépare en Algérie une guerre contre le peuple. Pas moins. Selon l'analyse de la situation que traverse le pays, au PT on considère que les temps sont un prélude à un retour du totalitarisme, à la dictature. L'épisode de la demande d'audience au Président Bouteflika introduite par Louisa Hanoune et ses amis, et les machinations montées contre Zohra Drif et le Parti des travailleurs, à travers la sortie au grand jour de Salim Labatcha et de son mouvement de redressement, sont autant d'indices qui font dire à l'élus du PT que la situation n'augure rien de bon pour les voix qui refusent de se soumettre à la nouvelle dictature. Saâdani, Haddad et tout le camp d'en face, tous seront chargés sans remise par Youcef Taâzibt qui donne, ainsi, le ton sur la nature de la réplique du PT à ceux qui lui ont déclaré la guerre.

M. Azedine

PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION**Le Conseil constitutionnel donne son quitus**

Le Conseil constitutionnel a donné son quitus pour le projet de la révision de la Constitution. Saisi sur ce projet de loi fondamentale initié par le chef de l'Etat, le Conseil constitutionnel a donné, jeudi dernier, son avis motivé. L'avis motivé est notifié au président de la République, auteur de la saisine, et sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Après délibération, le Conseil constitutionnel déclare dans un communiqué, cité par l'APS, qu'en vertu des dispositions de la Constitution, notamment en son article 176, le projet de loi en question «ne porte aucunement atteinte aux principes généraux régissant la société algérienne, aux droits et libertés de l'homme et du citoyen, ni affecte d'aucune

manière les équilibres fondamentaux des pouvoirs et des institutions constitutionnelles».

Ainsi et comme le stipule l'article 176 de la Constitution, l'avis motivé du Conseil constitutionnel permet au président de la République de promulguer directement la loi portant révision constitutionnelle sans la soumettre à un référendum populaire si

elle obtient les trois-quarts (3/4) des voix des membres des deux Chambres du Parlement.

Validé par le président de la République en décembre dernier, présenté début janvier à l'opinion publique par le ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, et approuvé par le Conseil des ministres, le projet de révision de la Constitution a été élaboré après trois rounds de consultations entamés en 2011.

Il consacre la constitutionnalisation de tamazight en tant que langue officielle aux côtés de la langue arabe avec création d'une Académie algérienne de la langue amazighe

placée auprès du président de la République (article 3 bis).

Dans son article 74, le projet de loi réintroduit la limitation des mandats présidentiels à deux. Une disposition exclue de toute révision constitutionnelle (article 178).

De nouvelles dispositions dans la nouvelle Constitution sont destinées à conforter la crédibilité et la régularité des élections avec notamment la mise en place d'une Haute instance indépendante de surveillance des élections, qui sera présidée par une personnalité indépendante et composée de magistrats et de compétences indépendantes choisies par la société civile.

Ry. N.

HISTOIRE**La grève des huit jours en photos à Riadh El Feth**

Le Musée national du moudjahid en collaboration avec l'office Riadh El Feth ont commémoré jeudi le 59^e anniversaire de la grève des huit jours. Le grand public a pu revivre l'événement qui a eu lieu du 28 janvier au 4 février 1957 à travers des documentaires, conférences, photos et enregistrements vidéo. Guenna Maâmar, DG de l'Oref, a promis que ce premier événement sur l'histoire de la guerre de l'Indépendance ne sera pas le dernier. «En collaboration avec le Musée national du moudjahid,

nous avons décidé de commémorer, tout au long de l'année, un événement en lien avec la guerre de Libération nationale afin de vulgariser ces dates qui ont marqué notre histoire», a-t-il indiqué jeudi lors de l'inauguration de cette manifestation.

Pour rappel, la grève des huit jours, à l'appel du FLN, a enregistré un taux de suivi de 90% des commerçants. «Le FLN a profité de l'ouverture de la session de l'ONU pour décider de cette action, il a ordonné donc aux commerçants d'Alger de fer-

mer leurs commerces du 28 janvier au 4 février 1957 pour démontrer à l'opinion universelle et française que tous les Algériens sont unis et mobilisés autour de la cause algérienne et du FLN pour arracher leur indépendance», a rappelé une historienne du Musée du moudjahid. Pour les historiens cette grève était une réponse aux tentatives de la France coloniale visant à resserrer l'étau autour de la cause algérienne.

S. A.